ROCK AGAINST POLICE.

CONCERTS GRATUITS DES JEUNES IMMIGRES ET PROLETAIRES DES BANLIEUES

En trois mois d'existence, Rock Against Police a fait du chemin jusqu'à devenir une des « rumeurs » de Bondy. Pas de scoop spectaculaire malgré le succès du premier concert place des Grès dans le 20e, pas de route toute tracée vers le grand concert national avec Trust, Higelin, Renaud ou Lavilliers, mais un pénible parcours du combattant dans l'obscur tissu urbain des banlieues que plus d'un a laissé tomber par manque de souffle, par manque d'appui logistique de la part des gens trop prompt à t'enterrer. Parfois pourtant, des virées superbes à 100 à l'heure sur la route de Lyon, Strasbourg, Nantes ou Caen, et même Francfort, pour se brancher avec des gens qui vivent dans la même merde que nous, qui partagent les mêmes besoins, les mêmes envies, et pour qui organiser un concert free est à la fois un prétexte de rencontre et une trop rare occasion d'écouter de produire une musique sociale issue de notre quotidien (Reggae Against Racism, Rock Gegen Rechts...). Et une multitude de contacts avec des jeunes prolétaires immigrés et français, mi-zonards, mi-militants décomplexés, parfois taulards, une diffusion discrète mais effective qui touche l'ensemble de la banlieue ouvrière de Paris.

Banlieue où s'organisent progressivement de manière autonome, cité par cité, des groupes de jeunes prolétaires, pour faire face aux flics, aux fafs et à tous les emmerdeurs, pour mener leur propre vie. Ils circulent d'une banlieue à l'autre, histoire de retrouver des copains, et s'échangent les dernières infos... Certains l'ont fait et continuent de le faire pour Rock against Police, un moment parmi d'autres de circulation et de coordination des jeunes prolétaires...

VITRY REAPPROPRIATION DE

Discussion avec des jeunes conducteurs de bus

Il y aura une surprise de dernière minute : un débat engagé sur le bord de la nationale avec des jeunes chauffeurs de bus (R.A.T.P.) qui sont venus trop tard pour le concert.

Ils ont râlé en lisant dans notre premier 4 pages le topo sur le chauffeur qui s'est pris un coup de couteau en voulant s'opposer à ce qu'un jeune se serve au distributeur automatique de boisson à 0,20 F réservé au personnel R.A.T.P. Sans répondre sur le fond, à savoir la légitimité du fait d'aller se servir à boire dans une cabine R.A.T.P., ils nous jactent sur la violence et l'insécurité qui les guettent.

Ils nous apprennent à mieux connaître l'encadrement qui oblige les chauffeurs à jouer aussi les contrôleurs : *«Oui, si tu monte dans le bus et que tu truandes, nous on en a rien à foutre, si tu le fais discret. Mais si par exemple tu monte dans le bus sans carte et que tu poinçonnes rien, quelques fois, il y a des inspecteurs R.A.T.P... en civil, à toi il te dira rien parce que souvent il a peur, mais après il fait un rpport et ça peut nous coûter jusqu'à 40 sacs. C'est le max qu'ils peuvent enlever. On veut pas jouer les flics mais c'est quand même un trou dans la paye. C'est pour ça que les jeunes quand ils montent, ils devraient toujours montrer quelque chose ou poinçonner un truc même si c'est du carton. »*

LA mort de Kader le 16 février 1980 à Couzy (Vitry-sur-Seine), qui fait suite de trois semaines à celle de Abdelkader à Valenton, enclenche une dynamique de riposte qui s'appuie sur la capacité d'initiatives en propre des jeunes de la cité. Les moyens de l'action sont classiques (collectes organisées dans les lycées et collèges, rassemblement devant la cité, manif dans la ville) mais n'en sont pas moins intéressants car ne résultant que de la seule volonté des jeunes (toutes les initiatives qu'ils ne contrôlent pas sont immédiatement rejetées), appuyés par les mères de famille fortement présentes dans la mobilisation. Déjà partie prenante dans différentes grèves des charges, des loyers ou des impôts locaux lancées avec plus ou moins de réussite ces dernières années à Vitry, certaines d'entre elles ont voulu organiser une grève générale dans la cité jusqu'à l'obtention de la vérité sur la mort de Kader ainsi que l'installation d'équipements collectifs pour elles et leurs mômes. Et elles ne sont pas tendres avec la municipalité communiste, qui leur rend la pareille : « Vous ne voulez pas payer vos impôts locaux ? Et bien, votre mouflet n'ira pas en colonie de vacances cette année ».

Les nanas immigrées dans la lutte

De jeunes nanas comme Naïma ont fait circuler l'info au bahut et ont remplacé les cours par des discussions sur pourquoi ils ont tué Kader. Spontanément aussi, il y a eu des grèves dans les lycées et L.E.P. à l'annonce de la nouvelle. Un bon moyen de sensibilisation était aussi tout trouvé avec le film super 8 « Zone immigrée », réalisé par les lascars de Jean Macé avec ceux de Couzy-Balzac.

Cependant, la mise en scène de la lutte a sans doute contribué à bloquer la continuité de l'action (cf. art. « Télé-Maghreb »).

Le concert Rock Against Police devait permettre de stabiliser les acquis et d'élargir le champ d'intervention. Une quinzaine de personnes, jeunes des cités Balzac, Couzy, Marronier tiennent plusieurs réunions de préparations du concert. Le terrain est choisi près de l'allée Couzy. *« Là où a été assassiné Kader »* exigeront les jeunes de Couzy.

Nombreux le jeudi matin, ils iront « emprunter » une des nombreuses scènes inutiles que la mairie a fait dresser dans la ville (pour sa fête annuelle des Lilas). Puis les jeunes de Couzy sont allés chercher des planches, des tables dans les caves de Couzy.

Les groupes de rock locaux, ceux qui zonent dans les L.E.P. du coin animent à la fête, un mec viendra même au milieu du concert proposer ses services et grâce aux musiciens déjà présents, assurera par ses blues une demi-heure de bon spectacle. Les « espions » du K.G.B. sont là (délégués par la mairie), normal, il n'y a pas eu « d'autorisation demandée pour jouer sur le terrain » ; ils noteront consciencieusement les numéros de toutes les caisses.

Un flic se fait alpaguer en milieu de parcours – bon enfant – on lui fait un contrôle d'identité, on le fouille, on le fiche, et puis on le gerbe sans casse. Les queums venus de Valenton, Nanterre, Pontoise, Champigny, Levallois, 600 personnes circulent au concert. Les gens qui de chez eux écoutent aux fenêtres, écoutent et parfois enregitrent ; ceux qui passent en caisse sur la nationale s'arrêtent intrigués et s'installent, des vieux, des Français, qui passent à travers les groupes jeunes en balisant un peu mais sont très vite rassurés.

Le quatre pages produit et réalisé par les jeunes de Couzy/Balzac s'arrache et court de mains en mains. Il assure par son contenu le caractère politique du concert. (Une mère de famille qui raconte les « Marroniers », les « Forbans », groupe de rock local, les lycéens de J. Macé et la cantine). Le temps passe et sur les murs, les bombages s'alignent, **« on » nous attendait à Jussieu, « on » nous attend encore...**

La journée se termine, les jeunes de Couzy « débarrassent » le terrain. Dès le lendemain la mairie fera son enquête pour savoir qui a fourni le courant, elle interroge les gardiens des cités qui lui livrent le coupable, la mairie tentera alors de punir le copain en le faisant vider par des pressions sur son logeur.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
SECTION DE VITRY

Cellule Henri WALLON
Lycée Jean Macé VITRY

NON A LA VIOLENCE

OUI A LA DEMOCRATIE

Depuis quelques temps, chacun peut constater une certaine dégradation de la vie au lycée.

Elle se manifeste notamment par des incendies volontaires et des destructions systématiques de matériel. Les glaces des lavabos, obtenues par intervention syndicale, ont toutes été brisées. Les extincteurs, percés ou vidés, ont empêché une intervention efficace lors d'un début d'incendie. Les chaises et tables cassées, les salles souillées se trouvent en plus grand nombre. De plus, des agressions graves tendent à devenir courantes. Des menaces sont proférées contre des personnels du lycée (exemple : attaques nominales contre deux Conseillers Principaux d'Education dans le journal «Rock Against Police» diffusé au lycée). Les tentatives d'introduire la drogue au lycée relèvent du même type de démarche de destruction.

Tout ceci n'est pas le fait de la majorité des élèves et nous fait croire à une volonté systématique, en partie extérieure au lycée, de dégrader les locaux et l'ambiance, de créer un climat de désespérance et de violence fascisante.

Quel est le but de ceux qui sont à l'origine de ces violences ?

Il s'agit de désespérer la jeunesse, de l'empêcher d'étudier, de relayer ainsi les médias et le pouvoir qui voudraient faire croire que le savoir est inutile, de créer un climat de peur et d'insécurité, de replement sur soi, contraire à l'expression de la démocratie.

Ce n'est pas un hasard si ces attaques se produisent dans une municipalité communiste.

Pourquoi ?

Parce que les communistes se battent sans compromission, proposent un véritable changement et appellent la jeunesse à relever la tête et à lutter contre le capitalisme qui veut la détruire.

C'est pourquoi nous disons nettement que ceux qui soutiennent et encouragent de tels agissements, sont les ENNEMIS DE LA JEUNESSE.

LES COMMUNISTES DU LYCEE APPELLENT LES PERSONNELS ET LES ELEVES
A REAGIR POUR FAIRE ECHEC A CES PROVOCATIONS.

LA FETE DANS NOS CITES

Couzy et Balzac à Antenne 2

ETRE capable d'imposer notre expression télévisuelle, nos propres films, un débat que nous avons dirigé, les reportages que nous contrôlions complètement c'est le point principal, et le seul acquis de la couverture télé de la mort de Kader, l'intervention de Mustapha n'a fait qu'indisposer voire braquer la majeure partie des mères de famille se mobilisant, alors que leurs propositions avaient un caractère offensif (rejet des flics de la cité, aménagement d'un local collectif, la grève des loyers appuyant ces revendications). Mustapha, « phare » de la mobilisation, ses prestations télévisées l'ont et le lui ont fait croire, avec pour conséquence le bloquage de toutes les initiatives des autres jeunes de la cité. Alors même que se développaient chez tous la capacité d'actions réfléchie et leur nécessité sur des propositions communes (pas de commissariat, pas d'îlôtiers, pas de gardiens, une salle pour les jeunes sans le P.C., pas de loyer, pas de travail, transports gratuits, etc.).

De même les manifestations, rassemblements massifs dans la cité voir le déplacement en masse pour la levée du corps (et son départ pour l'Algérie) marquent pratiquement cette volonté d'action.

Mustapha fort de sa tchatche circule dans la cité et tous s'en remettent à lui par lassitude, envie de se désengager, les gauchistes arrivent, on les envoie à Mustapha. Les journaleux se pointent, de même c'est Mustapha. Le mouvement se fige car chacun retourne à son isolement, à sa bande, à sa vie (les casses, la choure, le baston, la zone). Le manque de certitudes sur l'avenir du travail engagé pendant la mobilisation, manque de repères politiques aussi.

alors que le P.C. par sa mairie engage une campagne d'affiches de distribution de tracts (payés par les habitants des cités) sur le thème : la T.V. doit être morale, il ne faut pas donner la parole aux loubards, casseurs, et autres anticommunistes. Seuls ceux qui détiennent la vérité VRAIE en l'occurence le P.C. doivent s'exprimer à la télé. De plus la construction du commissariat à quelques centaines de mètres de Couzy leur permettra sans doute l'écrasement des dernières voix qui oseront s'élever et d'ailleurs comme un fait exprès le « déménagement » de la famille de Mustapha doit se faire bientôt.*

*L'amicale des locataires officine du P.C., officine du P.C. le réclame depuis longtemps.

Cette logique, si elle se tient de leur point de vue ne laisse aucune ouverture par rapport à la gratuité du transport public et les piège même dans la solidarité avec les grèves, lancées et gérées par les chauffeurs de la « France profonde », dont le caractère ouvertement anti jeunes immigrés n'est plus à démontrer, de même que l'objectif du blocage de la circulation inter-zones de ces mêmes jeunes.

A quand des grèves où les chauffeurs organiseront la gratuité du transport ? Et où les jeunes chauffeurs fraterniseront **sur leur lieu de boulot** avec les autres jeunes prolétaires, tous autour du pot à vingt centimes ou dans un bus qui déposerait les gens en bas de chez eux, quitte à être détourné pour desservir directement les cités soigneusement évitées par le parcours officiel ?...

Cette fin d'année scolaire s'annonce particulièrement répressive pour ceux qui ont osé lutter à Vitry : alors que la cellule du P.C. à Jean Macé s'en prend dans un tract aux désespérados-à-la-violence-fascisante, dont « le journal Rock Against Police diffusé au lycée » (merci pour la pub gratuite !), l'amicale des locataires de Couzy prépare l'expulsion du trublion Mustafa et de toute sa famille

Naïma, convoquée par la directrice deux semaines après le mouvement qui a suivi la mort de Kader, sait qu'on veut la vider du bahut à tout prix. On lui a conseillé un métier manuel, la cuisine par exemple.

Des bruits persistants courent sur le vidage des mômes vivant aux Maronniers, des C.E.S. Jules Valès et Rabelais. La municipalité veut raser cette cité maudite et fait pression de tous côtés pour arriver à ses fins... Pendant ce temps, Michel Bellet, le gardien qui a descendu Kader, a été libéré.

En finir avec les cités ghettos!

Après la longue action menée par la municipalité, le 18 mars, destruction du bâtiment C de la cité de transit SONACOTRA-Balzac... **La disparition de cette cité à Balzac est pour vous un résultat intéressant?**

M. AUFORT:

Oui, car outre le fait essentiel de la sécurité des familles vivant dans cette cité qui avait dépassé sa durée de vie, j'ajouterai que cette disparition tend à diminuer l'implantation de familles immigrées dans ce quartier.

Ivry: *baston* au centre commercial

Pour les mecs d'Ivry, la zone c'est tous les jours au centre commercial Jeanne Hachette, seul lieu animé où il ne faut pas raquer toutes les 30 secondes : *« là tu discutes avec les queums et les meufs qui se trainent à la sortie du bahut ou dans la journée, c'est tranquille »*.

A une vingtaine, ils échangent les infos, les ragots et quelquefois les coups des embrouilles passées — c'était leur fief — Les magasins stock américain, les disques, les pompes : *« tu peux t'équiper pour pas cher, "presque" gratuit »*.

Les commerçants protestent auprès du commissariat. Les keufs descendent et ramassent *« au hasard des gueules bronzées, ceux qui ne courent pas assez vite ou ceux qui ont la conscience tranquille.*

Ils te tabassent, ils t'insultent, ils font leur boulot quoi ! De ponctuelles, les descentes deviennent systématiques. Les keufs nous font chier tout le temps pour n'importe quoi ; même si tu fais rien, pour eux tu fais quelque chose. » On dirait qu'on les dérange rien qu'à être assis là. De temps en temps l'exaspération aidant, c'est la baston. *« L'autre coup ils ont chopé une dizaine de queums parce que soit-disant ils avaient tiré des trucs, ils les ont contrôlés et ils voulaient sec en embarquer 3 ou 4, mais les autres voulaient pas se laisser faire. Alors ils ont tous cartonné contre les keufs. Y a une balance qu'a téléphoné et le commissariat a envoyé des renforts. Du coup ils ont embarqué tout le monde au poste. »*

Ils continuent à y aller galérer au centre Jeanne Hachette...

BONDY LE FASCISTE,

Toute la presse s'est mise à délirer sur les « rumeurs » et la « peur dans les cités », offrant une caisse de résonnance inespérée aux fafs qui ont ainsi pu sévir toujours plus fort* sans que la résistance, toute aussi réelle, aie droit de cité en tant que telle, donc sans moyen de se répandre par les canaux traditionnels (presse, associations et organisations gauchistes, etc.). Or, loin de se cantonner dans la peur et une vengeance anti-fafs mythologique, les jeunes prolétaires immigrés et français ont inauguré une circulation transversale inter-banlieue inédite, entre eux, leurs cités et leurs problèmes communs, non réductibles à la baston contre quelques bouffons fantasmant la virilité d'une race supérieure. Par exemple, parler de la peur des parents qui n'osent plus envoyer leurs mômes à l'école occulte la révolte des mères de famille contre la volonté de vider leurs mômes de cette même école, ainsi que le simple port d'armes dans les cartables au cas où les fafs descendraient réellement. La « rumeur » facilite le contact avec les habitants, comme en témoignent les multiples discusions improvisées entre des jeuens et des mères de famille dans le bus ou au marché, ou autour d'un pot offert par des prolos cassant la croûte à midi au bistrot, certains militants locaux de base du P.C. allant même jusqu'à échaffauder des plans d'intervention directe contre les nazillons, dans leur bonne tradition antifasciste, quittant leur habituelle réserve vis-à-vis de ces jeunes à qui il faudrait une « bonne guerre ».

Il nous est donc indispensable d'organiser nos propres canaux de circulation, de les assumer en tant que tels et non pas les voir interprétés et déformés par d'autres, même s'ils se disent nos amis, en sachant que l'action sur nos propres besoins est la meilleure garantie de l'unité la plus large. D'où l'idée qui fait son chemin de formaliser cette circulation par la constitution d'une coordination des groupes de banlieue.

* Bombages et collages massifs de propagande fasciste, à la sortie des écoles notamment, attentats contre la mairie de Rosny, la bourse du travail à Blanc-Mesnil, la synagogue du Raincy et le consulat d'Algérie à Aubervilliers ainsi que des locaux du P.C.F., puis attaques physiques contre les lycéens de Chelles et les jeunes immigrés des cités De Lattre et Blanqui à Bondy où une première fois, le vendredi 30 mai au soir, c'est une bande d'une quinzaine de zonards plus manipulés que convaincus par un consortium FANE-FNJ qui ont lacéré Mohamed, 19 ans, à coup de lames dans le dos, puis un commando plus restreint de militants d'extrême-droite plus âgés qui ont attaqué au cocktail molotov, enfin qui ont tiré au flingo à partir d'une caisse à Blanqui et à Bobigny...

Flics-fafs: le relai

A Bondy, il y n'y a jamais eu d'agressions racistes,* les contrôles de police de temps en temps mais très peu d'ennuis avec eux. Mais depuis un certain temps ils font des contrôles plus sévères. Avant les derniers événements qui ont valu l'intervention des flics, la seule altercation remonte à 6 mois. Alors que des jeunes se trouvaient dans un hall de la cité, les policiers sont venus les contrôler et les jeunes sont partis, un seul est resté et l'inspecteur de service lui a demandé le nom de ses copains, ce dernier n'a pas voulu lui répondre alors il a pris le carnet des mains de l'inspecteur et s'est enfui. Les inspecteurs sont venus perquisitionner chez lui et ont demandé à sa mère de se rendre au commissariat avec son fils. Après un entretien avec le commissaire qui lui a dit : *« La prochaine fois que tu te fais tabasser au commissariat tu sors du bureau où tu te trouves et tu viens dans le mien. »* Depuis les flics nous laissent plus ou moins tranquilles ; de ça on en a déduit que les flics ont dû se faire engueuler par le patron.

Maintenant les flics n'arrêtent pas de tourner dans la cité, ils contrôlent tout le monde et ne sont pas d'accord entre eux. A la suite de la deuxième agression, les flics avaient dit aux gars de la cité de se défendre eux-mêmes. Mercredi dernier les flics lors d'un contrôle le soir ont retiré les matraques des copains en disant que l'on n'avait pas le droit de se défendre nous mêmes en faisant des rondes par groupes armés (de barres), ce qui veut dire que si les fafs reviennent nous n'avons plus qu'à nous laisser foutre la gueule en l'air (ben voyons !).

Au lieu d'arrêter les fafs, ils continuent d'arrêter les copains de la cité. Lundi 9 juin aux environs de 24 heures, 4 cars de cognes sont venus, probablement alertés par téléphone par un voisin pour embarquer trois gars qui étaient dans une voiture en train de discuter. Ils ont commencé à les emmerder, et les faisaient chier, les embarquaient et essayaient de leur mettre sur le dos les vols du coin, en jurant qu'ils nous auraient un jour ou l'autre.

Le copain a bien dit pendant l'entretien qu'il a eu avec le commissaire que les flics venaient pour rien mais d'autres jeunes de la cité se sont opposés aux flics et ont accompagné leurs copains au commissariat, où on les a relachés aussitôt. Le commissaire de Bondy est venu dans la cité De Lattre et a dit qu'il prendrait des mesures de sécurité pour faire en sorte que cette bande de fascistes ne viennent plus dans la cité. Bien sûr si les fafs ne viennent plus à De Lattre, c'est dans les cités voisines qu'ils descendront ou peut-être dans votre cité à vous.

Un intermédiaire de la bande fasciste s'est présenté au commissariat de Bondy. Le commissaire de Bondy leur a simplement demandé d'arrêter les dégâts. C'est le commissaire lui-même qui nous l'a dit. La police contrôle les agressés au lieu de contrôler les agresseurs. Quand les flics sont là, il n'y a pas de bandes fascistes et vice versa, à croire qu'ils se passent le relais... Il ne faut pas attendre une aide des flics car nous avons affaire à la fois à un système policier et aux fascistes et cela ne date pas d'aujourd'hui...

* et les familles immigrées des cités à forte majorité maghrébine y habitent depuis 40 ans.

Vous avez-dit loubards?

ROCK Against Police est devenu une des « rumeurs » de Bondy, et non pas une réalité concrète sur le terrain, parce que sur place, il n'y a pas eu la détermination et l'autonomie d'initiative suffisantes pour gérer un concert qui soit non pas une lamentable fête foraine locale, mais un rassemblement offensif de jeunes des multiples cités de banlieues. Non pas que les jeunes des cités de Bondy aient laissé passer impunément les descentes fascistes. Ils se sont organisés eux-mêmes pour assurer des rondes nocturnes entre les différentes cités, et se sont armés pour parer à toute nouvelle descente de fafs, et ils discutent sans arrêt de ce qui leur arrive soudainement. Mais il faut bien dire que jusque-là, la ville de Bondy était plutôt sereine et qu'un certain consensus social incluant les familles immigrées y règnait. Pépère municipalité socialiste, Bondy donne l'impression d'un havre de paix pavillonnaire d'où émergent quelques blocs de béton dont la construction a été planifiée à la fin des années 50 – début 60.

Dans le centre ville, en face de la mairie, la cité De Lattre accueille quelques centaines d'immigrés arabes et portugais pour l'essentiel. Les jeunes de la cité sont plutôt dans le genre bosseur, soit au lycée soit au taf : ils triment en fixe ou intérim comme mécanos, magaziniers, peintres en bâtiment à Bobigny ou Paris-nord. Ils n'ont pas trop le temps de zoner, de galérer dans les embrouilles des lascars de Bondy-nord, cité assez concentrée de 10 000 personnes d'où partent en ronde les commandos qui n'ont pas peur de s'armer pour bouffer du faf. Du petit faf que ceux de De Lattre ont côtoyé au bahut en classe, au militant organisé d'extrême-droite. Les jeunes immigrés de Bab-el-oued-Blanqui, cités plus excentrées, les appellent « les kamikazes » avec un zeste d'admiration, alors qu'eux-mêmes, plus individuels par rapport à l'ambiance d'ensemble de leur cité, font dans la créativité et la dérision. « Des fous, des drogués », commentent certains. En tout cas, c'est eux qui s'engagent à tenir un Rock Against Police dans leur cité, dégoûtés de la valse-hésitation à De Lattre, où les flics composent trop facilement avec les lascars. Les keufs circulent librement dans la cité, le commissaire vient régulièrement se tenir au courant de la situation et des problèmes, ils proposent même d'introduire des chevelus pour fliquer les provocateurs-façon-autonomes qui rôdent, mettant en péril l'omniprésence quotidienne de l'Etat que le préfet et Stoléru sont venus réaffirmer en personne par le biais d'une visite « anti-rasciste » à Mohamed, la victime de De Lattre. Les lascars déclinent poliment, protestent contre l'inefficacité de la police (que certains ont même demandé pour assurer leur protection), mais on ressent rarement la haine des flics, ou même des fafs, qu'expriment spontanément les jeunes prolétaires lorsqu'ils gueulent « flics hors des cités » et qu'ils mettent concrètement en place des moments de contre-pouvoir dans leur cité, empêchant les flics d'y faire la loi.

Deux jeunes immigrés de De Lattre – Bondy

L'assimilation du consensus social commence par la critique, puis le reniement de comportements dits a-sociaux qui forment notre lot quotidien de résistance à cette société-là, et elle mène vite à une rupture de la solidarité naturelle existant entre les jeunes prolétaires considérés (à tord ou à raison, on s'en fout) comme des délinquants potentiels.

Se détacher à tout prix de l'image de « loubards » relève de cet esprit-là, revient à enfoncer encore davantage les keums qui zônent un max, voire à les balancer aux flics, et contribue à alimenter la psychose anti-jeunes. Les keufs, malgré ton fayotage, t'enculeront quand même : n'ont-ils pas déjà fiché 20 000 jeunes de la Seine-St-Denis comme délinquants potentiels, c'est-à-dire un sur quatre des moins de 18 ans du département.

Alors faut pas déconner dans le discours modérateur et « responsable » parfois mis-en-scène à De Lattre. A gratter un peu, on y découvre d'ailleurs une réalité sociale plus crue : ça fait belle lurette qu'il n'y a plus de gardien *« entreprenant »* dans la cité, plus qu'une gardienne s'occupant des poubelles, c'est tout, les autres se sont tous sauvés après s'être fait casser la baraque. Les mecs, ils bossent, c'est sûr, mais il y en a plus d'un qui magouille pour ne pas aller au taf ou à l'interro au bahut... La réalité d'une somme de pratiques quotidiennes dont la légitimité n'est encore proclamée qu'à travers le juke-box ou l'auto-radio branchés – comme par hasard – sur « POLICE-MILICE » ou « ANTI-SOCIAL » !

ÇA S'ECRASE

La rumeur d'une descente de fafs à la Courneuve, parvenue des écoles du coin n'a fait qu'un tour dans les grandes cités des « Quatre mille », Henri Barbusse, Moulin Neuf, Clos St-Lazare et surtout du Vert Galant à Saint-Denis : le matos est récupéré au L.E.P. ou sur deschantiers, on trouve des caisses pour sept, huit ou dix lascars et les premières patrouilles nocturnes s'entrecroisent dans la pagaille. Pas de fafs, mais les flics, qui se tiennent pour une fois à carreau. Vendredi 13 au soir, plusieurs centaines de jeunes prolétaires, arabes, antillais et même des gitans se rencardent spontanément « aux Quatre mille » à La Courneuve, dans l'attente des bouffons de fafs qui n'ont encore nul part déboulé dans ces grandes cités mal fâmées où les flics entrent à peine. Même pour les bombages, ça craint pour eux. C'est tout juste s'ils parviennent à tracer leurs saloperies aux alentours déserts des cités dans la nuit. Les ilotiers des « Quatre milles » se font tout petits devant les groupes de mecs qui leur lancent : « Mort aux Vaches ! », ne camouflant même plus leurs tarpés et leurs carabines 22, tandis que ça discute dans tous les coins de tout, aussi bien des fafs que des embrouilles et des dernières galères. Les groupes se concertent, se répartissent le territoire à défendre et se filent rencart le lendemain au Moulin Neuf à Stains, puis se tirent dans leurs caisses. Le lendemain, les vieux descendront petit à petit pour encourager et féliciter leurs mômes qui ont brisé l'inertie et la peur ambiante, réintroduisant l'optimisme.

Les lascars continuent à se voir d'une cité à l'autre, mais moins souvent et plus décontract. Ils reprennent leurs habitudes, leurs galères au Kiss-Club ou dans les fêtes fleurissant en banlieue en cette fin juin – certains se sont même fait casser la tête à la fête du P.S.U. – mais il reste quelque chose, pourtant, une certaine disponibilité soudainement politisée, pour faire face aux mauvais coups, d'où qu'ils viennent.

Anti-fascisme: contre-enquête

La FANE est dans tous les collimateurs depuis quelques semaines. Après les attentats contre le M.R.A.P. et Daniel Hechter à Passy, onze militants « néo-nazis » ont été interpellés puis relâchés 48 h après, manque de preuves. Ils sont décrits comme des nostalgiques débiles du nazisme, réprouvés même par l'extrême-droite. Pourtant on voit fleurir des bombages co-signés FANE-F.J. 93 et les zonards en cuir noir et aux cheveux longs qui se vantent de certaines actions de la FANE n'ont rien à voir avec les caricatures de fascistes d'Assas...

BONDY, le 30 mai, première attaque contre la cité Delattre. Une bande de grands blonds aux yeux bleus et au crâne rasé font de la sculpture au rasoir sur le dos d'un jeune arabe, ça c'est la version « Libé » et « gôchiste ». Pour les flics ce sont des embrouilles entre bandes rivales.

Deux points de vue différents, dûs aux intérêts différents des uns et des autres. Pour les gôchistes, c'est une version commode, qui ne vient pas bouleverser leurs schémas traditionnels sur le fascisme et le rascisme, ne voulant pas voir qu'aujourd'hui les stratégies fascistes ont évolué en les rendant d'ailleurs plus dangereuses ; et surtout ne vient pas bouleverser leur compréhension de l'immigration, ils ont déjà mis pas mal de temps pour comprendre l'importance des luttes de la classe ouvrière multinationale, si maintenant les jeunes immigrés viennent mettre leur grain de sel, surtout avec les comportements incontrôlables qu'ils trimbalent, alors cela devient carrément chiant pour eux, vu la vivacité d'esprit et la détermination qui caractérise ces pauvres chéris ! De l'autre côté, pour les flics, il ne faut surtout pas laisser une quelconque place à la « rumeur » sur les fafs, des fois qu'en les poussant trop loin on ne les oblige à rendre publiques les infos très précises qu'ils possèdent sur ces milieux, où la frontière entre services de polices et extrême-droite est très trouble, ils préfèrent garder au chaud les infos afin de pouvoir les utiliser en cas de besoin de main-d'œuvre à bas prix, l'avenir étant si incertain...

Au niveau actuel de contre-enquête, il semblerait que la première attaque a été dirigée par des fafs qui ont utilisé des « zonards », en prétextant des embrouilles, afin de les lancer à l'assaut de ce qui devient la cible principale pour les fafs : les jeunes immigrés et leurs bastions, les cités.

Nous ne sommes pas d'accord pour parler du fascisme et du racisme comme il y a dix ans, sans mettre a nu leur stratégie actuelle, sinon nous répondrons à côté de la plaque en ne désignant pas les cibles réelles.

L'axe central de cette stratégie semble bien être la pénétration des bandes de jeunes prolétaires, afin d'utiliser leur potentiel énorme de révolte et de violence pour le diriger contre les cités et les jeunes immigrés. Le rascisme n'étant qu'un des aspects de cette stratégie, ce qui est visé surtout, c'est le jeune prolétaire de la deuxième génération d'immigrés, comme figure sociale qui pose de plus en plus de problèmes de par ses comportements de rupture et la radicalisation de son refus de cette société de merde... Pour l'Etat et les fafs, il faut à tout prix développer la peur parmi ceux-ci, afin d'empêcher la jonction et la circulation de cité à cité, de banlieue à banlieue, en obligeant les jeunes à se terrer dans les caves d'H.L.M., et à revenir complètement sous le contrôle des familles.

Depuis quelques temps déjà, essentiellement sur Paris, on remarquait dans quelques coins fréquentés par des bandes de jeunes que des sergents-recruteurs fafs (par exemple le F.A.N.E...) commençaient à traîner, pour tenter de raccoler certains jeunes un peu paumés.

Jusqu'à maintenant ces tentatives ont pratiquement toutes échoué, mais en raison des dangers que cela représente, il nous faut approfondir la contre-enquête sur les fafs qui ne fait que démarrer. Et surtout il nous faut renforcer la vigilance et la mobilisation dans les cités et dans les bandes en se dotant des moyens adéquats. A ce propos il faut signaler le rôle néfaste joué par les gôchistes, directement ou à travers certaines associations culturelles qu'ils magouillent. Ils ont tenté tout au long des événements de Bondy, d'empêcher toute riposte appropriée contre les actions fafs, qui peuvent être considérées en règle à laquelle on ne répond pas en emmenant les jeunes des cités faire des pique-niques à la campagne (le 7 juin) ! « Libération » venant renforcer cette tendance comme par hasard, Bondy étant l'occasion pour lui d'écrire un nouvel épisode de son fameux feuilleton à succès « PEUR SUR LA VILLE ! »

Toute tentative d'infiltration, toute action des fafs doivent être écrasées dans l'œuf par la violence mais en ne se livrant pas à l'amalgame et à la caricature (pas vrai « Libé » ?) : tout jeune avec des rangers et au crâne rasé n'est pas obligatoirement un faf !

Luttons contre les fascistes, tous ensemble :

IMMIGRES – FRANÇAIS

Contre leurs agissements du style commando et para-militaire, sur BONDY – LIVRY-GARGAN – CHELLES et bien d'autres communes dans le 93 ainsi que d'autres départements.
Nous dénonçons la responsabilité de la police locale, qui rejette toutes hypothèses d'attentat fasciste.
N'agissons pas isolés, organisons-nous tous ensemble, cité par cité, banlieue par banlieue.
Tous ensemble, n'acceptons plus « le monde de sécurité » des flics dans nos cités.
N'acceptons plus le silence, les contrôles racistes et les ratonnades.
Agissons en masse, refoulons les flics en dehors des cités.
Mobilisons-nous à chaque projet d'expulsion, à chaque contrôle raciste, à chaque agression !
Ne restons plus seuls, contactons les cités voisines.

JEUNES IMMIGRES DES CITES

PRISONS
FAIRE SORTIR NOS COPAINS

Beaucoup trop de copains tombent, partout, pour des raisons diverses. Le secteur démocratique les lâche souvent lorsqu'il s'agit d'actes de délinquance, se réservant les cas d'injustice les plus flagrants pour faire campagne, ou alors il s'indigne des cas qui font jurisprudence comme l'emprisonnement des jeunes immigrés de 13/14 ans ordonné par le Parquet à Nanterre, pour des vols à l'arraché. Il refuse d'assumer les comportements délinquants, et se cantonne au mieux dans une position humanitaire de principe, même quand il s'agit de lascars avec qui les démocrates ont pu bosser contre des expulsions par exemple. Nous-mêmes obtenons avec difficulté les informations qui arrivent trop tard et parfois déformées. Les avocats – quand les prisonniers en ont – refilent les éléments de chaque dossier, mais il faut galérer d'un cabinet à l'autre pour retrouver l'avocat qui s'occupe de l'affaire. Après avoir retrouvé les copains, les faire sortir le plus vite possible et anticiper sur les risques d'expulsion à la sortie. Pour y arriver, il est urgent de rationaliser toutes les capacités de mobilisation de ceux qui sont dehors (les familles, les amis personnels, ceux qui circulent d'une banlieue à une autre, les avocats...) pour le soutien politique et financier, et pour relayer les luttes des prisonniers contre les conditions de détention, le travail à l'œil, ou contre la prison tout court. Il y a aussi besoin d'enrayer le mythe de la prison entretenu dans la zone, mythe qui amène les lascars à ne prendre aucune précaution, et à tomber pour des conneries.

Dans les prisons, les lascars font connaissacne avec d'autres : ainsi Fleury devient une plaque tournante des banlieues parisiennes, pas seulement pour les caïds, mais aussi pour les mineurs (il n'y aurait que 67 mineurs français pour mille petits zonards en taule). Des luttes s'y fomentent, aboutissant à des moments de révolte collective comme la grève de la faim de 700 prisonniers lancée par Taleb Hadjaj et ses amis en Q.H.S., ou la mutinerie de la prison immigrée de Riom (été 1979).

L'Etat qui voit ses prisons se transformer en poudrière, prévoit pourtant encore davantage de peuple derrière les barreaux. La loi Peyrefitte « Sécurité et liberté » est explicite en ce sens. Aussi allons-nous assister à une extension des prisons... Comme à Cergy-Pontoise, ville nouvelle, en proie à une répression de tous les instants.

Un centre pénitentiaire de six cent cinquante places pourrait être édifié à Cergy-Pontoise

Rejeté en 1979 par la municipalité d'Osny (Val-d'Oise) le projet de construire, dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise un centre pénitentiaire, n'a pas pour autant été abandonné. Et c'est aujourd'hui à Méry-sur-Oise, toujours dans le périmètre de la Ville nouvelle, que le ministère de la justice a porté son choix : un terrain de 12 hectares, servant actuellement de champ d'épandage, et appartenant à la Ville de Paris. Deux enquêtes d'utilité publique ont été prescrites par la préfecture du Val-d'Oise, avant que ne soit pris l'arrêté d'utilité publique.

Les habitants de Méry auront donc, du 16 juin au 5 juillet pour consulter les dossiers d'enquête, à la mairie et y inscrire leurs éventuelles observations. Vieux de treize ans, ce projet avait été décidé par le ministère de la justice, au titre de son « programme d'équipement 1980 » et pour « soulager » la prison de Pontoise. En effet, celle-ci composée de bâtiments vétustes n'est prévue que pour 90 détenus alors qu'elle a dû déjà en accueillir jusqu'à 300. Le ministère de la justice décidait alors l'acquisition d'un terrain à Osny et lançait aussitôt son projet. Idée mal accueillie par la municipalité d'Osny dont le maire M. Christian Gourmelen (P.R.), est également président du Syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise.

La prison aurait été située trop près des habitations et, en outre, selon le maire, « *il aurait également fallu refaire une infrastructure routière dont la commune aurait supporté une partie des frais. Nous avons suffisamment de travaux de voirie à réaliser ! Sans compter les travaux d'adduction d'eau.* »

Le futur centre pénitentiaire accueillera 650 détenus. Il comprendra une maison d'arrêt de 390 places (360 hommes et 30 femmes) pour des prévenus et des détenus condamnés à des peines inférieures à un an de prison et un centre de détention régional réservé à 260 détenus condamnés à des peines de moins de trois ans. 250 à 300 fonctionnaires assureront le fonctionnement du centre. Quant au coût de cette réalisation, il serait de l'ordre de 100 millions de francs.

A Méry, le centre pénitentiaire se situera à 3 kilomètres du centre de la commune. Ce qui explique peut-être, pour l'instant, l'absence de réactions de la part des habitants.

Si l'enquête publique débouche sur des résultats positifs, les travaux devraient commencer dès la fin de l'année.

ALFORTVILLE

On était avec P... à prendre le frais, il était 1 heure du matin quand tout à coup, dans la rue, on voit un clebs. Il tirait la langue, comme il faisait chaud toute la journée, on voyait bien qu'il avait soif, alors on lui ouvre un robico pour lui filer un peu de flotte. Le chien était tout content et il nous lâchait plus.

Après ça comme il avait l'air abandonné, on a pensé qu'il avait peut-être pas clapé depuis un bout de temps, alors comme on était pas loin du « cours des halles », on s'est dit qu'on pourrait lui trouver à bouffer là. La grille était assez large pour laisser passer le bras. Je poussai mon épaule pour aller plus loin, ça faisait pas mal de boucan. Y'a une vieille qui nous matait à partir de chez elle mais j'en avais rien à foutre, à un moment, elle ouvre la fenêtre et nous gueule d'arrêter sinon elle appelle les flics, nous on lui explique que c'est pour le clé-